

Institutions et développement : de nouvelles perspectives

Introduction

Dans cet article, nous nous proposons de traiter des difficultés qu'a l'analyse économique à appréhender les entités sociales, en l'occurrence les institutions, qui sont à l'œuvre dans les « situations de développement ». En raison du caractère restreint de son domaine d'investigation, l'économie du développement n'a pas pris en considération l'impact des croyances, des valeurs, des institutions sur les pratiques de développement. C'est dans cet esprit d'ouverture de la théorie économique envers de nouveaux territoires de recherche que s'inscrit cette contribution. Elle repose à la fois sur des recherches académiques et une forte synergie avec la recherche-action que mènent sur le terrain les organisations non gouvernementales dans les relations Sud/Nord. La perspective théorique que nous proposons a été acquise dans le cadre des échanges internationaux d'expériences locales impulsées par le Réseau Cultures auquel nous appartenons.

Il est établi qu'actuellement de nombreux modèles et projets ont échoué. Les raisons de ce constat n'ont pas été toujours explicitées de manière convainquante. C'est ce défi que nous tentons de lever ici en faisant converger de nombreuses recherches en la matière vers nos principales conclusions.

Pour ce faire, nous allons dans une première partie traiter de la « dimension oubliée » de l'analyse économique standard que sont les institutions. C'est dans ce contexte que nous insisterons sur les limites des programmes d'ajustement structurel et, de façon plus générale, sur celles de la régulation par le marché. En ce sens, nous mettrons en évidence le rôle stabilisant des valeurs, des normes et des institutions endogènes aux sites africains par opposition au modèle économique standard imposé par le haut et sans appui institutionnel approprié. A ce sujet, nous mobiliserons les travaux des économistes français ouverts à l'intégration du « fait institutionnel » à l'analyse économique : le programme de recherche coordonné par Philippe Hugon sur « l'Afrique des incertitudes » en est un parfait exemple. Dans ce même sillage, nous soulignerons les récents retournements de la Banque mondiale en mettant en valeur l'importance grandissante qu'elle accorde aux innovations organisationnelles, une façon de réconcilier les « institutions formelles » et les « institutions informelles » dans le domaine de l'entrepreneuriat et du développement.

Hassan Zaoual

Maitre de conférences en économie, Directeur du G.R.E.L., université du Littoral (Dunkerque)

Dans une deuxième étape, tout en continuant à démontrer la pertinence de la grille de lecture par les sites que nous avançons, nous tenterons de montrer les avantages qu'a l'analyse économique du développement à s'ouvrir sur les apports des récentes théories à caractère interdisciplinaire sur les modes de coordination économique. Cette posture de recherche ouvre de nouvelles perspectives pour une approche plus « réaliste » des pratiques du développement et du changement des systèmes économiques en général. Ce « commerce de disciplines différentes » nous permettra, en conséquence, de tirer les enseignements susceptibles de faire progresser l'économie institutionnelle dans le domaine du développement économique.

Enfin, dans une conclusion, nous résumerons les avantages qu'a l'analyse économique de s'allier aux autres sciences de l'Homme afin de renouveler son paradigme en direction des institutions et des visions qu'ont les acteurs de leurs situations.

I. Les institutions : une « dimension oubliée » par l'analyse économique

1. Le marché a besoin de ce qu'il n'est pas

Les tendances de la recherche contemporaine dans le domaine de l'économie du développement et, de manière plus large, en économie et en gestion s'orientent de plus en plus vers une prise en compte des représentations et des normes des agents économiques. Ceci montre une fois de plus qu'au-delà des spécificités des thèmes et des domaines de recherche, les questions qui se posent au plan de la théorie et de la pratique se rejoignent pour interroger la théorie standard en économie sur la validité des lois économiques admises. Trois concepts peuvent être alignés sur ce sujet : le marché, la rationalité et l'*homo-œconomicus*.

De proche en proche, l'économie du développement se voit dans la nécessité de remonter la filière de l'analyse économique et de s'interroger sur les postulats de base qui inspirent de manière explicite ou implicite les pratiques du développement économique en général. Ici, les expériences menées dans les pays du Sud sont susceptibles de nourrir le débat qui est mené dans les *pays de vieille économie de marché* sur les incomplétudes de la théorie du marché.

Les expériences de développement dans ces contrées du monde, quel que soit leur échelle, nous fournissent, en effet, un ensemble d'enseignements. Il est classique, maintenant, de souligner la forte fréquence des échecs des modèles de développement administrés aux populations de la planète entière. Là n'est pas notre propos essentiel. Ce qui est à souligner, c'est que les mécanismes classiques du marché ne jouent pas entièrement leur rôle d'incitation au développement. Le marché, sitôt introduit dans les espaces concernés, s'en trouve perverti. Cette perversion nous questionne sur la

capacité qu'a le paradigme du marché à guider, de manière exclusive, les politiques de l'entrepreneuriat et du développement économique en général. En la matière, certes, la planification centralisée a abouti à des catastrophes économiques et sociales, de nombreuses situations de par le monde l'attestent. Mais de là à tirer la conclusion qu'avec le marché tout marche, c'est aussi une pure illusion scientifique. La théorie économique, elle-même, dans ses variantes les plus proches du modèle standard, montre que le marché a aussi une tendance à la défaillance (économie néo-institutionnelle au sens large, économie des conventions, etc.).

Dans notre domaine de recherche, l'observation minutieuse des « situations de développement » enseigne la prudence. En effet, nous avons à faire à des univers complexes qui ne se laissent pas dompter par un seul et unique point de vue, celui de la mécanique du marché. Les situations en question dictent la nécessité d'un pluralisme. Et c'est le point de vue le plus compatible avec l'état de nature de la réalité intime des phénomènes économiques, ici le développement. Celui-ci, en introduisant l'ordre marchand, se mélange avec d'autres mondes dont les registres ne fonctionnent pas en droite ligne avec l'accumulation et la croissance économique escomptées. Les espaces cibles des modèles en question ne sont pas des ensembles vides. Si « les théories servent à capturer le réel », comme le dit Popper, ici le *réel* se joue d'elles dans la mesure où leurs hypothèses fondamentales résistent au changement qu'imposent les situations. Les corrections apportées deviennent mineures, et le paradigme en question continue d'entretenir ses propres croyances scientifiques sans relation avec les anomalies à traiter.

Même en écartant ici et là les rigidités des pouvoirs publics, l'administration de fortes doses d'économie de marché à de nombreuses économies formelles des pays du Sud, censées être dorénavant gouvernées par les lois du marché à la suite des Programmes d'ajustement structurel (PAS), n'a pas entraîné des résultats significatifs. Ces économies restent, en général, égales à elles-mêmes : des économies de rente peu diversifiées dans leurs structures économiques (Hugon, 1993). Il faut noter que les lois du marché ne garantissent pas en elles-mêmes le développement économique qui est un processus beaucoup plus profond que ne l'est un simple jeu de lois économiques d'apparence. Sous toutes les latitudes, la croissance économique, elle-même, lorsqu'elle se produit, résulte en général d'un ensemble d'interactions dont les paramètres n'appartiennent pas tous à l'univers économique tel qu'il est décodé par le paradigme du marché. D'ailleurs, il est fréquent d'entendre des économistes parler « d'âge d'or » du capitalisme dans la mesure où le déclenchement de ces cycles restent encore énigmatiques dans leurs profondeurs ; peut-être le resteront-ils ; pour toujours.

2. L'impasse des P.A.S. : une vue d'en bas

Les « situations de développement » sont révélatrices de l'existence d'univers hétérogènes, et soulignons que c'est là que réside l'une des énigmes des impasses constatées à la suite des projets de développement et des P.A.S. Cette diversité se déduit de la capacité qu'ont les sites locaux de sélectionner ce qui vient du dehors, et les modèles économiques en sont un exemple. Ces mondes souvent d'échelle microscopique, invisibles pour la macro-économie des ajustements structurels (P.A.S.), opèrent des « mélanges » qui déroutent les experts encore acquis à des conceptions mécanistes en économie et en gestion de projets.

Les Etats qui, à travers leurs politiques macro-économiques, semblent suivre tant bien que mal les remèdes de la science économique officielle, n'échappent pas à l'influence de ces sites. Leur légitimité et leurs stratégies de pouvoir en dépendent. Les politiques économiques passent de la « simulation sur ordinateur au simulacre en situation réelle ». En réalité, de l'économie formelle à l'Etat, tout est gangrené par les influences des contextes locaux dont les « boîtes noires » sont rebelles aux principes d'économie admis. Et c'est la redistribution qui l'emporte, le plus souvent, sur la production, la diversification et l'innovation au sens du développement économique.

Nous sommes, donc, dans des univers où les acteurs individuels et collectifs composent avec les entités sociales perturbatrices dont le rôle est sous-estimé par l'analyse économique, malgré l'ampleur des dettes des pays pauvres que le modèle économique standard est incapable de traiter à la racine. A l'instar d'une « loi naturelle », toute réduction de dette, par aide-emprunt, remet en route le même mécanisme constaté : *le développement tel qu'il est mené produit de la dette et, par là-même, une situation contraire à celle qu'il est censé traiter*. Ces paradoxes sont tels que les PAS sont dans l'impasse et que le « dégonflement de la bulle » du développement artificiel stimule, à son tour, une expansion sans précédent, des économies « informelles ». L'espace perdu par « l'artifice » se voit compensé par celui d'une « économie plus réelle que jamais » dont les logiques sont, cette fois-ci, explicitement, rebelles aux principes fondamentaux de l'économie de marché. Ces pratiques « indisciplinées » nous interrogent, en conséquence, sur la portée explicative de notre discipline.

La question est de savoir qui a tort : la théorie ou la réalité ? Lénine avait dit que « les faits sont têtus » parce qu'ils ne répondaient pas toujours à sa lecture du marxisme. En cette fin de siècle, le même type de dogmatisme est omniprésent dans le monde des paradigmes de l'économie. En raison de la résistance quasi-instinctive des théories et des institutions scientifiques qui les matérialisent face au changement paradigmatique nécessaire, nous pouvons, en toute logique, soutenir qu'aujourd'hui « les théories sont têtues ». Le poids des croyances scientifiques est tel que les « faits rebelles » restent décodés avec les mêmes lunettes conceptuelles ou tout simplement

superbement ignorés ! Une telle attitude est fréquente dans les sciences sociales du développement et notamment en économie du développement. Or, les formes de dissidence rencontrées dans le cheminement de cette discipline incitent à un changement radical des perspectives paradigmatiques en la matière.

L'économie de la dissidence (Zaoual, 1998) dont il est question ici est révélatrice de la grande inadéquation des grands modèles économiques aux contextes concernés par le développement. Les principes sur lesquels ils sont construits sont de nature axiomatique et réductionniste. L'expérience enseigne que le marché général reste un concept abstrait et anonyme et que les agents « économiques » ne réagissent pas de la même manière en tout lieu et en tout temps. Les marchés que l'on rencontre, d'ailleurs, dans les faits relatifs aux « situations de développement » sont des « marchés locaux concrets » dont le fonctionnement est truffé de réseaux au sein desquels l'histoire, la trajectoire, les règles et les coutumes jouent un rôle essentiel. Ces institutions, souvent implicites, donnent une grande consistance aux marchés « informels ». Les lois du marché y sont moulées dans les sites locaux. Ces derniers, de par leur ancrage culturel et institutionnel, peuvent détruire les *modèles intrus* ou créer des conditions favorables à des changements économiques innovants dont la nature profonde n'est pas encore perceptible par l'analyse économique du développement.

Dans cette seconde perspective, ils deviennent, par la confiance et la capacité d'auto-organisation qu'ils mettent en place, de véritables « moteurs » d'innovations organisationnelles et de développement. Ils assurent ainsi aux acteurs des repères collectifs, de la stabilité et de la confiance. Ce qui donne une grande assurance aux milliards de transactions économiques qui s'y déroulent. Ce sont ces mêmes normes cognitives qui sont à la base du dynamisme des organisations dites « informelles ». Ceci est vérifié dans le monde des micro-organisations, tant au plan de la distribution commerciale, de la production que de la finance (Lelart, 1990)

Ce qui n'est pas le cas des organisations économiques formelles (entreprises publiques, entreprises privées et banques). Celle-ci sont généralement organisées sur la base d'un plaquage de modèles importés dans le sillage du grand paradigme du développement. N'étant pas adaptées aux terrains, ces institutions et leurs modèles de gestion tournent à vide. Ils se reproduisent sur la base de rente monopolistique publique/privée et alimentent, ainsi, par leur inefficacité micro et/ou macro-économique, la dette des pays concernés. Leur proportion est grande dans les circuits de l'import-export ou, au mieux, dans les industries orientées sur le simple montage de biens manufacturés importés pour le marché international ou national.

Dans la plupart des cas, les organisations en question inscrivent leurs activités dans la mono-exportation dominante du pays d'origine et dans l'importation de biens manufacturés. « Les exportations africaines sont

concentrées sur un nombre restreint de produits de base. Or, le niveau d'instabilité des recettes d'exportations croît avec le degré de concentration. » (Hugon Philippe et Geronimi Vincent, 1995, p. 19, voir aussi note 2, p. 18). Ces instabilités accroissent les « risques de système » (p. 37) et, avec, la faiblesse des capacités de reprise des économies africaines. Ces mêmes auteurs notent que « dans un modèle dynamique chaotique, les tendances sont stochastiques, les chocs mettent les économies sur d'autres trajectoires et peuvent susciter des instabilités explosives » (p. 37, note 17). Face à ces situations économiques dégradées, Suzanne Quiers-Valette, Vincent Geronimi et Eric Saint-Alary notent : « Hors secteur pétrolier, la reprise des investissements dépend de la restauration de ce qu'Arrow appelle les « institutions invisibles » : la confiance et la réputation. » (1995, p. 104). Comme nous le verrons par la suite, le programme de recherche sur « l'Afrique des incertitudes » ouvre la voie à une économie institutionnelle francophone.

De façon générale, l'Afrique et le Monde arabe dans leur ensemble sont une illustration parfaite du modèle rentier instable qui est la racine des faiblesses structurelles des pays de ces régions du monde. Dans ce contexte, le « multiplicateur de Keynes » fonctionnerait à l'envers dans la mesure où toute impulsion de la demande globale de l'économie formelle aurait tendance à se reporter sur les produits importés ou leurs composants. Ce qui, du même coup, nous remet dans la perspective du développement par endettement. Ainsi ni les politiques keynésiennes ni le marché ne pourront en venir à bout des grandes anomalies d'une économie dite en développement. En ayant sous-estimé la relativité des lois économiques en raison de celle des contextes dans lesquels elles s'exercent, l'analyse économique du développement s'est exposée à la sanction des sites.

3. Le site et l'*homo-situs* : une façon de situer les lois économiques

Afin d'avancer dans notre raisonnement, surtout pour que le lecteur sache d'où l'on parle, il est nécessaire maintenant d'exposer les principes et les concepts de la *théorie des sites*. Celle-ci s'est construite sur la base d'une synergie entre le monde des concepts et celui des pratiques du développement. Tout d'abord, elle s'inscrit en faux contre le constructivisme hâtif en matière de changement économique d'un milieu donné. En cela, elle prend ses distances contre les transpositions mécanistes des modèles de l'économie et de la gestion. Ce premier principe découle des observations de terrain qui dictent la prudence en la matière. Dans cette perspective, il n'y a pas la moindre « loi naturelle » en la matière.

En effet, à y regarder de près, les lois de l'économie ou du management se retrouvent modifiées, voire radicalement changées en raison de la variété des espaces d'application. Et c'est à ce niveau que nous sommes bien obligés d'admettre qu'en réalité les régularités économiques sont des constructions sociales *in situ*. La force de ces contingences est telle que les lois du marché

ou les règles de toute volonté bureaucratique sont d'un faible poids en matière d'évolution d'une situation donnée. La compréhension de ces inerties et de ces distorsions suppose un nouveau regard, et c'est celui de la *théorie des sites*. Celle-ci part d'un second principe, celui de ne jamais séparer, comme le font les « sciences compartimentées », les croyances et les pratiques des acteurs d'une situation donnée. Il s'agit, en fait, de reconnaître les conceptions du monde des autres.

La notion de site, dans une première approche, consiste à montrer que ce que nous séparons dans l'abstrait, l'acteur le réunifie dans le concret. Et c'est là une des limites à une « économie pure » en matière de développement. La notion de site est donc par définition interdisciplinaire, d'où le besoin qu'à l'économie d'accepter les sciences environnantes de son domaine de prédilection : la décision de l'agent « économique ». Le comportement de celui-ci doit faire donc l'objet de la notion d'*homo-situs* dont le spectre est beaucoup plus large que celui de la notion d'*homo-æconomicus* (Zaoual, 1998). La notion en question vise à appréhender l'homme concret dans sa diversité et ses singularités. En ce sens, l'*homo-situs* est irréductible à l'*homo-æconomicus*, individu égoïste, calculateur et uniforme dans son comportement. Et il ne peut pas aussi être considéré comme une « simple éponge » de la norme sociale telle que la dessine généralement la sociologie structuraliste : l'*homo-sociologicus*. L'*homo-situs* est varié (diversité dans l'espace) et variable (diversité dans le temps) dans ses formes d'existence. Il s'auto-reproduit autour d'un sens que lui confère momentanément le *site* à partir duquel il prend ses décisions. Celles-ci intègrent des « dimensions irrationnelles », donc incalculables.

En conséquence, le *site* apparaît dans notre démarche comme un système de croyances pratiques. C'est à partir de ce dernier que se construisent les normes de l'organisation économique locale et que se consolide l'ensemble des institutions implicites ou explicites du *site* concerné. Cette chaîne organique du milieu est doublée d'un impératif de *sens*. L'expérience montre que l'homme est incroyablement un être croyant. Il a besoin de *sens et de direction* pour être motivé à faire ceci ou cela. Ce qui est une donnée capitale en matière d'entrepreneuriat et de développement économique en général. C'est à ce niveau que s'affiche la notion de *site symbolique d'appartenance* et fonde son caractère de « prophétie auto-réalisante ». Cette *dématérialisation* des entités qui agissent ou font agir les individus dans une direction donnée est une phase nécessaire pour comprendre ce nous ne comprenons pas. Que de technologies, que de capitaux, que d'équipements lourds et palpables etc. ayant été injectés dans les processus de développement sans suite !

4. La thèse de la « déconnexion institutionnelle » de la Banque mondiale

Lors d'un congrès international organisé par la Banque mondiale à Dakar, le chef du département Afrique s'est plaint des milliards de dollars que

l'Afrique a absorbés sans que le « big bang » du développement ne se produise dans toute sa profondeur ! (Zaoual, 1995). Le rapport établi lors de cette rencontre internationale reconnaît que les crises économiques de l'Afrique sont aussi des crises d'institutions. Ce qui est le point de vue de nombreux auteurs impliqués dans le programme de recherche coordonné par Philippe Hugon sur *l'Afrique des incertitudes*.

A travers l'ouvrage de Mamadou Dia (1996), la thèse de la « déconnexion des institutions formelles » par rapport aux réalités africaines s'en trouve affirmé. A y regarder de près, il s'agit ni moins ni plus d'un diagnostic « révolutionnaire » de la part de la Banque mondiale. Ceci explique, entre autres, les récentes ouvertures de cette institution aux organisations « informelles » comme la Grameen Bank dans le domaine de la finance ou les « entreprises africaines » qui réussissent en mariant les « traditions » locales et les impératifs du management d'entreprise.

En effet, la Banque, dans ce programme de recherche, reconnaît explicitement que les « institutions formelles transposées » (Etat, pouvoirs publics, entreprises formelles publiques et privées gérées par clonage de modèles, *idem* pour les banques, etc.) ne sont que la partie visible et nuisible des économies africaines. Tout se passe comme si ces entités stérilisaient les sociétés et les économies africaines. Tout indique que ce « capitalisme virtuel » (ici le mot virtuel est pris dans le sens de l'optique image réelle/image virtuelle d'un objet ; mis dans un liquide, celui-ci déforme la silhouette de l'objet en question) sert de « buvard » (un débouché) pour les exportations des économies du Nord et les alimentent en produits plus ou moins primaires. Ce qui donne lieu à un « trou noir » pour les économies formelles africaines, phénomène qui révèle un déficit dans leur capacité à s'auto-organiser et à innover (Vallée, 1992, p. 11). C'est ainsi que se referme le circuit du « sous-développement » sur les populations de ce continent. Ce mécanisme contamine les économies africaines par une rente dont les péripéties dépendent des mouvements erratiques des marchés mondiaux que nul ne contrôle (voir Fontaine, Treillet et Yentürk, 1995, p. 40-67 sur le thème des répercussions macro-économiques sur les économies africaines de l'évolution des prix des produits de rente sur les marchés mondiaux).

Pour utiliser une image, lorsque le chaos s'empare du marché du cacao, c'est le chaos en Côte-d'Ivoire. Et le gouvernement ivoirien n'y voit plus rien ! Parfois, les mots sont au rendez-vous de l'histoire ! Toute baisse des prix sur ces marchés, même minime, entraîne de l'autre côté de la barrière Nord/Sud une catastrophe macro-économique (effet papillon de la théorie du chaos). Se heurtant aux rigidités structurelles de ces économies élevées dans la rente de la mono-exportation, les P.A.S. ne font qu'effleurer les problèmes de surface des « situations de développement » en restant attachés à des conceptions globales et réductionnistes des comportements économiques.

En définitive, les entités formelles dont il est question sont « mangeuses » de rente dans la mesure où leur fonctionnement réel, mais non virtuel, est rebelle aux présupposés de la rationalité économique telle qu'elle est anticipée par la macro-économie du développement. De par la « culture du moindre effort » qu'elles diffusent dans les sociétés africaines, les « entités stériles » découragent l'initiative productive. Et les jeunesses africaines s'en trouvent désorientées et quasi-programmées pour réaliser leurs idéaux d'entrepreneurs ou de scientifiques sous d'autres cieux, et c'est la porte ouverte aux migrations internationales. Le développement contre-productif multiplie donc les égarés du développement !

Les entités considérées se reproduisent en étendant l'espace des rentes distributives au détriment d'une accumulation innovante. Ce mécanisme s'établit et se renforce par une déconnexion quasi-totale de la sphère de répartition des revenus avec la sphère de la production et de l'effort d'innovation et de diversification au sein de l'économie formelle. Ce qui donne lieu à un « développement gratuit » alimenté, essentiellement, par les ressources du sous-sol africain et ce qui pousse naturellement au dessus (minerais, ressources naturelles, cultures de rente, etc.). Les deux Congo sont un « scandale géologique » en la matière comme le sont d'ailleurs, aussi, certains pays arabes dans le secteur pétrolier, voire certains pays d'Amérique du Sud.

Lorsque la « mécanique infernale » décrite ci-dessus est grippée, c'est l'aide et l'emprunt qui prennent le relais. Si ce n'est pas le cas, ce fait combiné avec des poussées démographiques induit des conflits en tout genre qui se payent en morts d'hommes.

Tout semble donc, s'agréger pour réduire l'espace d'autonomie et de créativité de l'Homme africain. Son intelligence se retrouve emprisonnée par les paquets du capitalisme virtuel (théories, modèles, institutions, capitaux, technologies, équipements, machines, etc.) acquis sur le « *marché du développement* » (Formule de F.R. Mahieu et M. Koulibaly) sans sa participation réelle. L'intelligence, les institutions endogènes et les compétences des *sites* africains n'étant pas prises en considération par le réductionnisme des sciences sociales qui inspirent le développement économique, celui-ci devient une simple bulle dont la taille est volatile (Calabre, 1995, 1997).

En réalité, il n'y a pas de « développement réel » sans un ancrage dans les valeurs et des institutions endogènes du contexte d'action des acteurs. C'est cette incomplétude des conceptions mécanistes en matière de changement économique que le chef du département Afrique de la Banque mondiale a fini par entrevoir en soutenant l'idée que la crise économique africaine est d'abord une crise institutionnelle. Mais d'un autre côté, malgré cette ouverture de la Banque mondiale au phénomène institutionnel ainsi que de certaines nouvelles théories économiques, les relations existant entre les institutions d'une société et ses croyances collectives ne peuvent pas être

gommées. Si la Banque mondiale reconnaît maintenant le dynamisme des institutions dites « informelles », ceci reste encore insuffisant dans la mesure où les institutions sont des constructions sociales culturellement et historiquement marquées. Si nous considérons qu'elles ont un rôle crucial dans la tenue des phénomènes économiques, il devient tout à fait logique de s'interroger sur le sens qui les sous-tend. Et, c'est là que le décloisonnement du raisonnement économique produira tous ses effets et nous donnera, ainsi, une autre vision des réalités en question. Point d'institutions sans croyances collectives qui les motivent et qui leur donnent une consistance réelle !

En effet, le « paradigme de la réconciliation entre les institutions formelles et informelles » (perspective d'Africa's Management) en vue d'opérer des innovations organisationnelles adaptées aux contextes africains ne peut se confirmer dans sa cohérence qu'en acceptant les institutions comme des « instruments » qui, à travers les comportements individuels et collectifs, aident à la matérialisation des visions du monde des sociétés humaines. En cela, *la théorie des sites* peut apporter une aide dans la mesure où elle considère que les « situations de développement » impliquent de multiples dimensions au sein desquelles le sens implicite des pratiques locales joue un rôle essentiel. C'est à ce niveau que la notion de *site* refait irruption et indique que lorsque l'on appréhende les pratiques sociales dans leur « dimension économique », tout se tient dans un tout qui forme système. Et, c'est là aussi que les règles du marché, pour fonctionner, ont besoin d'autres règles dont la nature ne répond pas tout naturellement aux canons du calcul économique traditionnel et à des anticipations en direction d'une accumulation capitaliste. Ce second type de règles, c'est l'omniprésence du *site* qui l'impose. Les normes en question émanent de la profondeur des « boîtes noires » des sites africains. Elles contribuent à démolir les modèles de développement et de gestion tels que nous les concevons et font tourner les réalités des choix et des anticipations des uns et des autres sur d'autres registres. Etre rationnel en Afrique, voire dans d'autres régions du monde, c'est s'ajuster à son *site* d'appartenance. Celui-ci, comme l'indique la démarche de *sites*, produit des règles locales de comportement. Et ces dernières portent l'empreinte de l'histoire et du changement. Il s'agit d'univers à la fois singuliers et ouverts sur l'évolution de l'environnement local, national et international. En somme des mondes dynamiques, donc indéterminés quant à leurs évolutions. Ce qui différencie fondamentalement la *théorie des sites* avec le culturalisme statique et conservateur.

Une des données de la rationalité des acteurs en milieu africain, c'est le poids du groupe sur l'individu. Ce que F.R. Mahieu appelle la contrainte communautaire (1990). Ce principe du « donner aux siens » induit à la fois des effets de cohésion et des effets de jeux stratégiques entre les individus. La cohésion des sites africains est mise à mal en période de déclin des rentes de l'économie formelle. Cependant, de façon permanente, dans la réalité,

les individus composent, plus ou moins contradictoirement, avec leurs sites. Ce qui, du même coup, donne lieu à des « normes flottantes » propres à des univers qui s'hybrident avec le changement venu de l'extérieur. La rationalité qui s'y profile est composite et évolutive. Elle intègre plusieurs paramètres à la fois.

Ces contextes d'action produisent des attitudes rebelles au comportement escompté par le modèle standard de la rationalité économique tant au niveau de la gestion des dépenses publiques qu'au niveau de la gestion individuelle des données de la situation. L'Etat et l'individu se voient ainsi orchestrés par les *sites symboliques d'appartenance*. En sens inverse, ces mêmes *sites*, dans leurs valeurs et dans leurs règles, sont aussi manipulés par les acteurs contre d'autres qui sont récalcitrants à leurs attentes. Le chantage moral y est une stratégie de captation des ressources en circulation dans les grappes humaines des réseaux des sites d'appartenance. Tout Africain est « un relié », il en profite et les asymétries d'information sur la réciprocité s'amplifient. La tactique généralisée finit par détruire l'éthique du *site*, celle de la solidarité. Et il ne reste plus que des tics à manipuler ! Les effets de la rente renforcent ces comportements au point où le *cynisme* s'empare des acteurs du *site*. Et, c'est l'anomie qui gagne du terrain. Le *site* dans ses formes d'existence est donc à la fois *bienveillant* et *machiavélique*. Les hommes en font ce qu'il veulent, il est à l'image de ce qu'ils sont, *sympathiques et coquins* selon les propres termes d'A. Smith dans sa théorie des sentiments moraux. De notre point de vue, il n'y a aucun déterminisme à ce niveau afin de ne pas sombrer dans le « sitisme ». C'est l'hypothèse de « l'imbattable acteur ». Ici, la méthode des *sites* se dote des antidotes afin d'écarter les risques de dogmatisme dont les pensées classiques (marxisme, structuralisme, libéralisme, culturalisme, etc.), en devenant des systèmes, ont été victimes.

Tout compte fait, ces jeux stratégiques contribuent, à terme, à des destructions en série des traditions du site sans pour autant que ces disparitions d'institutions soient remplacées par la création d'institutions viables localement. C'est une panne de rationalité individuelle et collective. Ce « chaos éthique et technique » est omniprésent dans les sphères formelles de la société et l'économie africaine et explique, entre autres, la faiblesse des engagements productifs des individus et des organisations formelles. Dans ce secteur de la vie des sociétés africaines, un monde sans convention d'effort, l'expertise du *site* est sans appel : c'est l'univers des détournements en tout genre derrière le dos de l'expert ou docteur du développement et du « cousin ». Ici l'argent rôde, monte à la tête et circule sans effets productifs significatifs. Le capital s'y réduit à de l'argent et se métamorphose en mimétisme, en consommation, en spéculation, en répartition/prédation, etc. ! Le capital n'y est pas un projet de société. C'est l'économie de la rébellion contre le développement, et pour cause, c'est de l'argent sans odeur et sans sueur ! Ce « capitalisme virtuel », une « économie de casino tropicalisée » est indomptable par les modèles économiques qui

restent prisonniers de la pensée unique, tant que leurs postulats de base ne changent pas. Les sociétés africaines ne sont pas des « pâtes à modeler » pour l'expert. Le mimétisme protecteur des *sites* est un jeu sans fin, si bien qu'aucune maîtrise n'est, *a priori*, possible. C'est pour cette raison que la démarche des *sites* débouche sur une pédagogie d'accompagnement des changements des organisations et des systèmes économiques mais non sur un déterminisme économique.

II. Economie et anthropologie des institutions

1. Institutions et « pensée économique métisse »

Les sociologues et les anthropologues ouverts sur les terrains et leur diversité ont décrit dans de nombreux cas d'espèce les logiques de manipulation et de décodage par les *sites*. Il est maintenant établi dans certains courants des sciences de gestion et sciences à penchant anthropologique que les organisations et les systèmes économiques s'imprègnent profondément des contingences locales. Des auteurs comme P. d'Iribarne (1993), M. Crozier (1994), E. Friedberg (1993), G. Rist (1996), E. Leroy (1992), J.F. Bayart (1994), etc. ont montré tout le poids que représentent les « cultures nationales » ou les « cultures d'organisation » dans les tournures que revêt le capitalisme ou le développement économique selon ses lieux d'exercice. Ce phénomène inhérent à la diversité des situations n'est pas propre aux nations du Sud puisque la diversité des ancrages historiques dans *les pays à vieille économie de marché* exerce toute son influence sur la dynamique de ce système. La théorie économique de la régulation va aussi dans cette direction, même si sa conception de base keynésiano-marxiste reste fragile et globale au regard des faits qui se produisent sur des petites échelles. De même, les récents développements de la recherche sur le développement local dans les pays industrialisés (Zaoual dir., 1998) mettent en évidence que les dynamismes économiques locaux se construisent sur la base d'un long processus de maturation locale impliquant d'innombrables paramètres (culture locale et coutumes des acteurs, réseaux d'acteurs, traditions industrielles, patrimoine des districts en termes d'identité et de savoir-faire, partenariat et coopération, etc.). Parallèlement à ces évolutions de la théorie économique contemporaine, les micro-économistes ouverts aux institutions viennent renforcer de l'intérieur même du paradigme du marché l'avènement d'une pensée économique plus ouverte (voir par exemple O.E. Williamson, 1994 et les économistes français des conventions, 1989) sur la diversité des formes de coordination entre les agents économiques (marché et hiérarchie au sens de Williamson, réciprocité, coopération, etc.).

Dès qu'on sort de l'univers de la mécanique du marché, la simplicité des causalités économiques s'évanouit au profit d'un paysage beaucoup plus complexe que ne le prétend la théorie standard. En réalité, le capitalisme et ses mécanismes de régulation comme le marché épousent la variété des

terrains et se modifient, en conséquence, dans leurs modes de fonctionnement et d'évolution. Ce faisant, ils échappent à l'idée d'un modèle général. Ces recompositions qui se produisent derrière le rideau de la mondialisation postulée uniforme introduisent des « complexités » qui engendrent des bifurcations inattendues. Ce constat exige des réinterprétations permanentes et adaptées à chaque *site*, voire à chaque situation d'un même *site* en évolution. A ce niveau, nous sommes au cœur des mécanismes de décryptage dont les *sites* sont des acteurs collectifs. En se mondialisant, le capitalisme se réinvente, comme le soulignent de nombreux auteurs, dans ses formes les plus profondes. C'est ce qu'indique, par exemple, l'ensemble des recherches regroupées par J. F. Bayart (1994). Autrement dit, les tentatives de le programmer avec des modèles et des projets issus d'une conception uniforme sont vouées à l'échec.

Aucun aspect de ce système n'échappe, en réalité, à un conditionnement local et ceci va de l'organisation des marchés aux modes de management des entreprises (Philippe d'Iribarne, 1993). L'art de l'économiste serait de savoir tirer profit concrètement de la très grande variété de ces contingences locales tant sur le plan des cultures que des modes d'organisation économiques des individus et des groupes qui ont su intégrer, à leur manière, les mutations du monde d'aujourd'hui. Ici, dans de nombreux cas recensés (Zaoual, 1992), « l'informel » devient le modèle du formel ! Notre pensée linéaire n'est pas toujours habituée à ce genre de basculements.

En d'autres termes, l'économiste doit prendre garde à la déduction mécaniste en matière de lois économiques et s'ouvrir, en conséquence, sur l'interdisciplinarité et la diversité des terrains d'application de son raisonnement. La déduction sans induction est rarement synonyme d'innovation dans la production intellectuelle (Holton, 1984). C'est ce mariage que tente de faire « l'intuition cytologique » : pas d'*a priori*, de l'écoute et de l'observation, une sorte d'ignorance au secours de la reconnaissance et de la connaissance. Les *sites* demandent à être respectés pour fournir, seulement, une partie de leurs secrets !

2. Les sites et les institutions : des boussoles à suivre

Qu'on le veuille ou non, les sites en question produisent leurs propres « lectures » des phénomènes de la mondialisation et du développement économique en général et, pour cause, leurs singularités que la déduction mécaniste ignore. Comme nous l'avons déjà souligné, ils contribuent, dans la plupart des cas, à modifier, voire à détruire les tendances escomptées des modèles d'économies formelles et des projets reposant sur des principes uniforme, d'une part, et à dynamiser des organisations économiques dites « informelles », d'autre part. Plus on formalise et on parachute des projets sur des bases erronées, plus les dynamiques « informelles » prolifèrent et se recomposent ailleurs. C'est la fuite de « l'irrationnel » devant le « rationnel » selon notre vision ordinaire. C'est un paradoxe dans les termes du modèle

standard mais non aux yeux d'une théorie qui ferait un effort en direction de la nuance et du discernement.

En effet, un modèle non adapté subit l'expertise du site qui lui donne une autre orientation. Et c'est ce qui se passe constamment dans les pratiques du développement. C'est dans l'empire de « l'informel » que les *sites* trouvent toute la liberté dans le façonnement des organisations et des règles qui régissent au mieux les échanges et les dynamismes économiques locaux. Dans ces régions des systèmes économiques d'une large majorité de situations, la rationalité et les formes de coordination inter-individuelles se construisent dans un univers dynamique qui reprend en charge les réalités du monde local telles qu'elles sont, mais non pas telles qu'elles doivent être selon une théorie parachutée du haut. En réalité, une théorie adaptée et adoptée marche !

D'ailleurs, les réussites relatives des micro-organisations économiques souvent « clandestines » dans ces univers ne sont pas le fait du hasard. En effet, n'étant pas le fruit d'une évolution programmée du dehors, elles sont le produit d'une maturation qui intègre l'ensemble des données du *site* : spiritualité, vision du monde, mémoire collective, éthique, coutumes, normes de conduite, etc. Bref, l'ensemble des dimensions souvent négligées par l'économiste qui croit dur comme fer que les objets de sa « science pure » ne sont pas phagocytés par les « impuretés » du social. Or, ce sont ces « impuretés » qui sont à la racine des micro-dynamismes « informels ». Ces « in comptés » de l'analyse économique standard du développement ne peuvent être compris et expliqués dans toute leur profondeur qu'en chaussant des lunettes conceptuelles transdisciplinaires. Dans ce programme de recherche, il ne faut céder ni à l'économisme ni au culturalisme. Tous deux sont autarciques à leur manière. Pour le premier, l'uniformisation se boucle sur elle-même et nie les risques et la myopie qu'elle contient. Pour le second, le relativisme le mène vers le folklore, l'autarcie, donc l'entropie au même titre que l'économisme. Or, il est dans la nature des *sites* d'être à la fois singuliers et pluriels, fermés et ouverts pour survivre et s'adapter en se nourrissant de la diversité ambiante et lointaine ! Il s'agit d'un jeu subtil entre les singularités et les apports de l'extérieur décodés localement. Contrairement à la pensée binaire et a-historique de Karl Popper (1979), les *sites* sont à la fois des sociétés closes et des sociétés ouvertes.

Comme nous le mettons aussi en évidence dans d'autres travaux, le souci d'adaptation aux contingences locales est irréductible à un culturalisme statique et conservateur (Zaoual, 1996). En effet, les mentalités qui imprègnent les phénomènes économiques s'inscrivent dans des espaces-temps évolutifs. C'est cette nécessité empirique qui nous a amené, d'ailleurs, à forger le concept de *site* afin d'écarter les limites du culturalisme. Dans notre optique, les *sites* constituent des *systèmes cognitifs de référence dynamiques*. Les « traditions » d'un lieu donné y sont constamment re-visitées en fonction des exigences du présent et de l'appréhension du futur par les acteurs de

la situation. Avec son propre langage, J.F. Bayart exprime ces subtilités des *sites*, à sa façon : « Plastique dans le temps, la culture l'est également dans l'espace » (Bayart, 1994, p. 25). Les *sites* varient dans le temps et dans l'espace et avec eux la rationalité des individus et des organisations.

Tout ceci fonde l'idée que les sites sont des matrices sociales, une sorte de boussoles, qui produisent constamment leurs micro-ordres (Zaoual, 1994) à partir de la grande hétérogénéité qui les entoure, immédiate et lointaine, présente et passée (emprunts et remodelages des emprunts à partir d'innombrables interactions). « La bonne herbe pousse sur les fumiers » dit un proverbe chinois. La « bonne économie » d'une communauté c'est aussi ça. Et c'est ce que décrypte la notion de site en tant que décodeur des organisations économiques et sociales enchâssées.

Les univers dont il est question fonctionnent constamment comme un « bricolage de situation » qui intègre de multiples paramètres de toute nature pour en faire un « tout » avec une *cohérence momentanée* dont les acteurs ont besoin pour se repérer dans leurs transactions économiques et leurs innovations. Les désordres apparents qui accompagnent ces processus de recomposition expriment la plasticité des systèmes sociaux et leur capacité à rechercher dans le multiple les résolutions qu'imposent les situations de terrain. Le *site* se dévoile ici en tant qu'expert collectif. Ce qui révèle du même coup la pauvreté de nos cadrages conceptuels traditionnels et ouvre la voie à une pensée plus flexible que celle des théories économiques admises.

Dans les processus d'économie quotidienne, celle qui est vécue et façonnée réellement par les acteurs, il y a de la catalyse dans l'air. Tout peut avoir un rôle inattendu, direct ou indirect, y compris ce que nous excluons arbitrairement du domaine de l'analyse économique. « En réalité, écrit J.F. Bayart, la transformation capitaliste de l'économie peut se couler dans des modes d'action « traditionnels », aussi « irrationnels » soient-ils. » (Bayart, 1994, p. 34) ou comme l'écrit si bien Fernand Braudel : « (...) Le capitalisme n'invente pas les hiérarchies, il les utilise, de même qu'il n'a pas inventé le marché ou la consommation. Il est, dans la perspective de l'histoire, le visiteur du soir. Il arrive quand tout est déjà en place. » (Braudel, 1985, p. 72 et 78, cité par Bayart, p. 35.)

Le capitalisme ne visite et mobilise que les *sites* qui se transforment pour bien le recevoir, ceux qui réinterprètent leurs imaginaires, leurs trajectoires et leurs règles de vie en direction des recompositions dynamisantes qui lui sont compatibles, le plus souvent partiellement. Le capital aime à se faire recevoir aux mille et une manières locales. Cet « exotisme » du capitalisme est révélateur de la diversité dont il a besoin pour fonctionner correctement, contrairement aux présupposés du rationalisme des sciences sociales. Ce penchant pour les différences atténue l'entropie dont est porteur tout système uniforme. Le capitalisme « visiteur du soir » se profile dans l'ombre des « boîtes noires » des *sites* (voir Zaoual, 1996) qui l'accueillent. C'est ce profil qui subit les imprégnations et les marques des *sites* locaux qui jouent le rôle

de *sélectionneur* des apports extérieurs qui accompagnent l'arrivée du capitalisme et des évolutions possibles des traditions locales convergentes. De ces remodelages naissent des logiques sociales originales de territoires. Ces réalités-là sont forcément hybrides et échappent par conséquent, partiellement, voire totalement, aux modèles d'une rationalité pure et universelle.

Abordant la complexité des causalités qui sont à l'œuvre dans les processus de modernisation et du rôle que le protestantisme a pu y jouer, J.F. Bayart fait appel à un auteur de la mouvance weberienne dont la perspicacité est à admettre. Celui-ci écrit : « On ne parvient à l'intelligence du vrai rapport de causalité qu'à la condition de renoncer à un échafaudage unitaire... Le hasard, c'est-à-dire le lien soudain établi entre plusieurs séries causales indépendantes, ne doit jamais être sous-estimé lorsqu'il s'agit de pareils phénomènes. » (Troelsch, 1991, p. 54, cité par Bayart, 1994, p. 28.) Le *réel* est donc bourré de paradoxes et de causalités subtiles ! Ce qui conduit tout droit à la consécration de *la pensée vigile* dont doit faire preuve l'économie du développement.

3. « Traditions de sites », institutions et transition dans le capitalisme mondial d'aujourd'hui

Les expériences tant décrites dans les univers dits « informels » en économie du développement confirment la validité du principe d'ouverture ici défendu. Ces situations sont le plus souvent rebelles aux préceptes des experts et sont le théâtre d'organisations économiques plus efficaces que celles de l'économie administrée et/ou programmée avec des critères exclusivement marchands.

Le capitalisme chinois est un exemple de laboratoire vivant des énoncés avancés. En effet, c'est un des grands théâtres des influences des *sites d'appartenance* sur le cycle des affaires (Delaune, 1998). Afin de mener à bien leurs projets économiques, les Chinois, en Chine comme ailleurs, au même titre que les Africains, usent, en effet, de la « science des relations » en mobilisant parenté, réciprocité, réseau d'influence en tout genre, clientélisme, corruption, etc. Il y a quelques années, Jian Zilong notait que « dans les pays capitalistes, on arrive à tout avec l'argent. Chez nous, c'est avec les relations » (Zilong, 1989, p. 126, cité par Rocca, 1994, p. 55). Ce qui corrobore les résultats des recherches menées en Afrique (voir par exemple, E. N'dione, 1992) sur l'importance de l'économie relationnelle dans les comportements des individus et des organisations (Zaoual, 1994).

Dans l'univers de l'entrepreneuriat chinois, l'argent se mêle de manière inextricable aux relations sociales et sert d'intermédiaire dans des transactions qui s'appuient sur plusieurs registres sociaux à la fois, celui de l'efficacité économique et celui des cultures communautaires locales. De ce fait, les ambivalences entre tradition et évolution prolifèrent et sont légion à l'intérieur du capitalisme chinois malgré les efforts de formalisation

de la part des autorités. Le *capitalisme sinisé* n'a donc pas fait reculer les relations « informelles », au contraire il s'y accommode. C'est un capitalisme pragmatique qui repose sur l'idée « qu'il s'agit moins aujourd'hui de transformer le monde que de s'y adapter », telle est la conclusion de la description de Jean-Louis Rocca (p. 72). Ce qui fonde l'idée que les *sites* sont des organismes sociaux adaptatifs qui mobilisent leurs valeurs et leurs règles sociales pour alimenter en motivations leurs organisations économiques endogènes et pour faire échouer les projets économiques construits sans eux.

En conséquence, on ne crée pas une culture de développement à coups de modèles de développement parachutés ou, comme l'exprime si bien Max Weber : « On ne crée pas une mentalité économique capitaliste avec une politique économique. » (Weber, 1992, p. 83.)

D'innombrables expériences corroborent les principes sur lesquels s'est construite la démarche des *sites* : les « traditions » des *sites symboliques d'appartenance* ne sont pas, toujours, antinomiques avec les innovations économiques. A cet effet, le dynamisme commercial des diasporas indienne et chinoise, les Bamileké du Cameroun, les Sfaxiens de Tunisie, les Soussi du Maroc, une ethnie berbère (Zaoual, 1990), en sont des illustrations vivantes. Ces micro-expériences sont innombrables sur l'arène de l'économie-monde. Elles expriment, à leur façon, la vitalité de la diversité qui nourrit par le « bas » les succès provisoires ou non du génie des espaces vécus par les hommes.

De manière similaire à la démarche des sites, abordant les difficultés qui se posent dans les économies en transition vers l'économie de marché en Asie centrale, Olivier Roy (1994, p.73-86) met aussi en évidence les limites de la pensée uniforme qui aborde les transitions exclusivement sous l'angle du marché et de la privatisation. Il souligne que les acteurs n'attendent pas la réforme pour agir dans des directions sur lesquelles le contexte sociologique local a une grande influence. A ce sujet, abordant la transition économique dans les ex-républiques soviétiques du Caucase, il écrit en substance : « L'évolution des structures économiques se fait *in situ*, dans le cadre des kolkhozes. Il y a en Asie centrale, contrairement en Russie, une société civile, avec son tissu social, ses notables, ses modes de conflits et d'échanges. La transition économique se fait à partir d'une structure sociologique originale, qui est le produit d'une re-traditionnalisation du système soviétique. » (souligné par nous, p. 73.) Ici, la transition s'appuie sur les « traditions ».

En fait, dans ces régions de l'ex-empire soviétique, à l'image du capitalisme et de son économie de marché, le communisme a été revu et corrigé par les *sites* locaux. Les *sites* avaient aussi leurs plans face au Gosplan ! Ils lui ont donné une coloration locale, si bien qu'aujourd'hui les problèmes de la transition vers l'économie de marché ne se posent pas dans les mêmes termes qu'en Russie. D'ailleurs, aussi paradoxalement que cela puisse paraître,

Olivier Roy souligne que les symboles, les institutions et l'héritage de l'organisation soviétique (au Tadjikistan, par exemple, le parti communiste, avec son drapeau rouge, ses statues de Lénine, son organisation centralisée et son élite, etc.) se maintiennent toujours tout en étant articulés sur des formes d'existence tribales. Ces sociétés, en ayant pu sauvegarder une partie de leurs patrimoines historiques et organisationnels, vivent au rythme d'une vie rurale qui domine les réseaux d'influence et les institutions publiques : importance des groupes de solidarité de registre traditionnel, des familles élargies au clan, une référence à l'éthique socio-religieuse et à l'histoire de chaque village ou faction de population, rôle prépondérant des ancêtres, etc. Cet ancrage, associé à d'éventuelles rentes comme celle du pétrole et à une faiblesse démographique relative, assure, dans ces contrées, une stabilité économique dans le chaos qui s'est abattu sur l'empire soviétique.

Ces diversités locales imprègnent profondément les modes de pouvoir et les modes d'organisation économique. Cette influence des valeurs et des normes sociales des *sites* de l'Asie centrale ont donné lieu à des systèmes de référence de type néo-tribaux qui, à leur tour, donnent une tournure particulière au fonctionnement des kolkhozes et de l'organisation politique et administrative imposés par le communisme russe. « Une "identité kolkhozienne", écrit Olivier Roy, s'est ainsi créée, mais sur le mode traditionnel du groupe de solidarité. » (p. 77) En étant « des rois sur leurs territoires », les *sites de valeurs* des communautés paysannes locales décodent et « territorialisent » le changement venu du système soviétique et de son effondrement. Les kolkhozes, par exemple, dans leurs apparences institutionnelles, sont utilisés comme mode d'accès au politique, aux réseaux d'influence, aux connections nécessaires à la survie de la communauté (fournitures d'*inputs* aux activités agricoles ou autres). C'est dans ces contextes que se déploie, aujourd'hui, le changement en direction d'une plus forte intégration de l'économie de marché.

La transition économique en Russie se pose en d'autres termes. L'héritage soviétique y est plus profond. De ce fait, les réactions à la réforme économique se font en ordre dispersé dans la mesure où les *sites locaux* n'ont pas sauvegardé une plus grande variété et par là-même des marges de manœuvre face au changement. La réforme imitée de l'extérieur et réduite à une simple régulation par le marché introduit un plus grand chaos dans la société et l'économie russes. Et, c'est l'éclatement qui l'emporte sur la cohésion. A cet effet, Kathy Rousselet (1994) montre bien que la réforme est décodée et déroutée par les spécificités de la grande société russe. Dans ce contexte, il devient pertinent d'étudier les variables sociales et culturelles du marché afin de mieux adapter le modèle économique de la transition aux réalités du pays pour éviter une très grande manipulation des lois du marché par la mafia et par la bureaucratie recyclée dans les affaires. Ici, c'est un exemple en grandeur nature du caractère d'incomplétude que représente une réforme exclusivement gouvernée par le paradigme du marché.

Ce qui fonde la pertinence de l'économie institutionnelle et, de façon plus large et flexible, celle de la *théorie des sites* dans la mesure où les institutions n'ont d'effet significatif qu'à la condition d'être enchâssées dans les *sites* qui leur correspondent organiquement.

Dans un article portant sur les *maka*, une population des forêts du sud-est du Cameroun, Petre Geschiere (1994) dessine les mêmes contours de recherche que la démarche par les *sites*. Les *maka* sont aussi dans la mondialisation mais à leur manière. Son étude des relations entre l'argent et la parenté dévoile la capacité qu'a le *site maka* à mouvoir l'argent dans des directions inattendues pour un économiste. L'auteur met d'abord en évidence le caractère schématique de la pensée à laquelle nous sommes habitués. De son point de vue, le classement qui associe le marché à l'Occident et la parenté à l'Afrique est fragile aux yeux d'une observation des faits. Il écrit, en substance : « L'Équation paresseuse, mais apparemment très convainquante : Occident = marché ; non-Occident = parenté, occulte la variété des trajectoires suivies dans ces processus d'articulation, très pertinentes pour comprendre les relations qui ont cours aujourd'hui. Contre la tendance à opposer marché et parenté, l'exemple maka (les *maka* des forêts du sud-est du Cameroun) surprend par l'aisance avec laquelle les rites de parenté se sont associés à la monétarisation. » (p. 91)

Le *site maka* orchestre, une fois de plus, la catégorie économique de l'argent pour assouvir les rituels locaux (fêtes communautaires, mariages, funérailles, redistribution, effets de réputation, etc.). Dans ce texte, l'auteur décrit des rituels qui sont choquants à la fois pour un Occidental et un Oriental : le corps du défunt fait l'objet d'un marchandage interminable entre les différentes factions de la famille élargie, et tout cela se déroule avec des danses, des mimes, des stratégies de maximisation, etc. Ces logiques de *sites* poussées à l'extrême dénaturent même les traditions locales par le truchement de l'argent qui pénètre les pores de l'organisation sociale en prise avec les changements qu'impose l'évolution : tout y devient marché selon cet observateur du terrain *maka*. « Il semble, selon l'auteur, que cette tendance de l'argent et du marchandage à pénétrer les sphères intimes de la vie soit particulièrement forte dans les sociétés qui, naguère encore, pouvaient être définies comme des sociétés sans marché ; apparemment, cette situation n'a pas empêché la diffusion rapide de l'argent et du comportement marchand dans le cœur même de leurs institutions. » (p. 99) Ou : « Aujourd'hui, l'argent a pénétré toutes sortes de relations » (p. 102) sans engendrer, pour autant, un véritable capitalisme local.

Et, l'auteur conclut : « Apparemment, d'autres "ethos économiques" peuvent se développer, qui ne sont ni celui de l'Occident, ni son image "inversée". » (p. 99-100) Ce qui confirme que toutes les bifurcations sont possibles. De ce point de vue, c'est la force du principe de diversité qui l'emporte et rend le phénomène de la « mondialisation mosaïque », contrairement aux anticipations hypothétiques du modèle standard.

D'ailleurs, l'auteur souligne que « les formes créatives et très variées d'hybridation entre relations locales et impact de l'économie mondiale donnent une image plus dispersée, dans laquelle toutes sortes de trajectoires sont possibles » (p. 107), d'où la nécessité d'une approche plurielle de l'ethos économique de la grande diversité des pratiques locales, celle, entre autres, que la démarche des sites a élaborée.

C'est aussi la direction de recherche que suit Fariba Abdelkhah (1994, p. 117-144) dans l'approche qu'elle fait de « l'imaginaire économique en République islamique d'Iran ». En effet, elle met en évidence l'incidence des parcours et de la spiritualité des *sites* iraniens sur les pratiques de la « seconde économie », celle qui se cache derrière l'économie officielle dominée par la rente et l'Etat. Elle en donne une illustration à travers le « *javânmardi* », une sorte de morale pratique que suivent les acteurs dans laquelle se mêlent l'efficacité économique, le prestige, l'effet de réputation, la générosité, la solidarité de groupe, de quartiers, de profession, etc. Bref, ce sont les caractéristiques principales de l'*homo-situs*, version iranienne. L'idéal-type du *javânmardi* est celui de l'homme qui gagne en redistribuant : « l'homme au cœur et à la main ouverts » (p. 137). La prospérité et la moralité de la personne y sont mesurées par sa densité de relations avec ses proches et ses lointains : « tête qui connaît et qui est connue » (p. 138). La « personne » a donc (littéralement dans le vocabulaire et le registre du *site*) du « dos ». D'autres « indices cytologiques » expriment les normes de l'organisation solidaire iranienne : « être l'un derrière l'autre » ou « se donner les dos les uns aux autres » ou « avoir de quoi se chauffer le dos », en somme avoir des soutiens.

Tout ceci signifie que cette « économie » fonctionne par « grappes sociales », et il est difficile d'y isoler complètement le domaine de l'argent ou de l'efficacité économique de type capitaliste. Le « *javânmardi* » est un modèle d'action qui a de grandes affinités avec la société iranienne dans son ensemble (cf. p. 141). « Cet imaginaire social, écrit l'auteur, est un imaginaire historique. D'une époque à l'autre nous le voyons se ré-élaborer constamment ; il ne forme pas un répertoire invariable, qui en soi constituerait un facteur explicatif suffisant. En outre, il est indissociable de groupes et de lieux identifiables... » (p. 143). C'est un « style de vie » (expression de Max Weber), pour ne pas dire un *site symbolique et pratique* en perpétuelle recomposition. L'ensemble des dimensions du *site* s'y trouve impliqué, des pratiques économiques aux autres conduites sociales. L'étude des terrains iraniens confirme une fois de plus la portée des approches comme celle de la méthode des *sites* quant à l'explicitation des formes variées qu'endossent les processus économiques de par le poids qu'exercent les contextes locaux sur les lois économiques. Celles-ci s'en trouvent relativisées. Le *site* borne les lois économiques admises.

Conclusion : Les lois économiques et les lois des sites : quelles adaptations mutuelles ?

Comment adapter l'analyse et les politiques économiques à la variété des contextes ? C'est l'une des questions centrales que se pose la *théorie des sites*. A ce sujet, les « *sciences compartimentées* » (l'économie, l'anthropologie et la sociologie des institutions et des organisations) par l'académisme fournissent peu ou pas de réponses convaincantes. A notre sens, c'est en les « *mélangeant* » de façon raisonnée et tolérante que les sciences sociales du développement, et en premier lieu l'économie du développement, pourront progresser. L'histoire intellectuelle et pratique de cette dernière indique bel et bien que le temps du retranchement disciplinaire est révolu. Les singularités de chaque discipline, comme les *sites*, ont besoin d'échanges pour se fortifier dans leurs hypothèses et leurs déductions respectives. C'est une façon de penser le multiple qui est omniprésent dans la condition humaine. Ceci est d'autant plus pertinent que plus on se spécialise et plus on se sclérose face à l'irruption des univers complexes dont la compréhension demande souplesse, flexibilité, variété et accompagnement sans volonté de maîtrise. Ce qui est la situation actuelle de notre monde.

S'il est question de mentalité dans cette modeste contribution, il n'est pas de notre penchant de sombrer dans le relativisme le plus total. Les objectifs de notre programme scientifique de recherche en émergence consistent à mettre en garde les chercheurs impliqués dans les relations Sud/Nord contre tout réductionnisme quel qu'il soit, l'économisme comme le culturalisme. Ceci est d'autant plus nécessaire que les phénomènes de cultures et d'institutions n'échappent pas à leur tour à la relativité de nos conceptions culturelles de la notion de culture. D'ailleurs, Edward Hall (1984), un « anthropologue des affaires » reconnu au plan international, met le doigt sur ces biais inconscients. Il écrit, en substance : « La culture a aussi, bien sûr, des aspects culturels, par exemple, nos systèmes de croyance sur la nature de la culture, analogues aux systèmes de croyance sur l'univers. » (p. 13)

Certes, les anthropologues n'ont pas inventé la « culture ». La « culture » comme la terre, l'air et l'eau existe indépendamment de nos croyances scientifiques. Mais la façon dont elle a été toujours abordée a fait d'elle une « grande inconnue » et sujette, par là-même, à des débats interminables et à des attaques, souvent injustifiées contre ceux qui osent en parler en économie, voire en gestion. Cependant, en droite ligne du principe de prudence de la démarche des *sites*, notons avec E. Hall que l'objet en question peut présenter plusieurs niveaux de réalité. En effet, dès l'introduction de son ouvrage sur « La danse de la vie », il écrit : « Il faut ici introduire une considération essentielle parce qu'impliquée dans la plus grande partie des développements qui suivent : il existe un niveau de culture sous-jacent, caché et très structuré, un ensemble de règles de comportement et de pensée non-

dites, implicites, qui contrôlent tout ce que nous faisons. Cette grammaire culturelle cachée détermine la manière dont les individus perçoivent leur environnement, définissent leurs valeurs et établissent leur cadence et leurs rythmes de vie fondamentaux. Nous sommes, pour la plupart, totalement inconscients, ou seulement superficiellement conscients de ce processus. J'appelle l'ensemble de ces paradigmes cachés : niveau de culture primaire. Niveau de culture primaire, culture profonde ou niveau de culture fondamental, tous ces termes sont équivalents. Ils peuvent être comparés au « hardware » d'un système informatique. Alors que la culture consciente, explicite, manifeste, celle dont on parle et qu'on décrit, est analogue au « software » d'un tel système, c'est-à-dire les programmes d'un ordinateur. » (1984, p. 14-15). La notion de *site* est voisine de ce repérage tout en étant à cheval sur les deux niveaux, explicite et implicite, des pratiques sociales, et, à ceci près, E. Hall ne met pas ici en évidence le caractère dynamique du processus des mondes des croyances décrit.

Comme nous l'avons souligné dans le corps de ce texte, le *site* apparaît comme une entité plus ou moins visible qui marque les comportements des acteurs et tout ce qui les environne. C'est une sorte de logiciel symbolique de sens, une « machine sociale », perçue de manière à la fois consciente et inconsciente par les « sitiens », les acteurs du *site*. Son fonctionnement consiste à créer constamment des repères collectifs dont ils ont besoin dans leur vie quotidienne. Sans elle, ils sont dé-situés, y compris dans leurs décisions à caractère économique, et c'est à ce niveau que réside l'intérêt scientifique de l'économiste que nous sommes.

Dans cette perspective, il est incontestable de concevoir le processus de la rationalité comme un « construit social dynamique ». Et là les lois du *site* font la loi à la place de nos lois économiques admises. Celles-ci se retrouvent bornées, voire modifiées de fond en comble par cette capacité quasi-organique qu'ont les *sites* à décrypter tout ce qui vient de leur passé ou du dehors entendu comme parachutage de modèle économique et/ou institutionnel. C'est pourquoi la notion d'*homo-situs* absorbe celle de l'*homo-œconomicus* et la dépasse afin que l'analyse économique du développement acquière un caractère plus « réaliste ». C'est ce « réalisme à visage humain » qui est au centre de la philosophie d'investigation des *sites*. En cela nous rejoignons la formule de R. Coase quand il écrit : « L'économie institutionnelle moderne devrait étudier l'homme tel qu'il est, agissant sous le poids des contraintes imposées par les institutions existantes. L'économie institutionnelle moderne, c'est l'économie telle qu'elle devrait être. » (1984, p. 231, cité par Williamsson, 1994, p. 68.)

Comme chaque *site* produit les institutions endogènes conformes à son tempérament, il devient incontournable d'identifier localement les institutions qui soutiennent véritablement les processus économiques innovants. Et ceci ne peut être atteint qu'en sortant du paradigme uniforme aussi bien en économie que dans les autres sciences de l'Homme. Comme

le fait remarquer Hilary Putman (1981, p. 54) : « Le savoir est un état mental impur. » Le Savoir ne naît pas du néant. Il résulte de situations, de tensions, de défis, de chaos, de la pluralité des exigences et des influences, donc il est impur dans ses premières intuitions, relatif dans son émergence et sa validité. C'est « l'histoire des cerveaux dans une cuve » nous dit H. Putman.

Or, les esprits qui pensent, encore, le développement renvoient à une conception qui s'est émancipée totalement de la *complexité des faits d'expérience*. De ce fait, elle réduit le développement économique à une « simple mécanique » bien huilée. C'est ainsi que cette entité hypothétique fonctionne, encore, dans l'imaginaire des théoriciens et des experts comme un « plan sans frottement ». Pourtant, « les situations de développement » restent inintelligibles à l'aide de la conception qui a inspiré les modèles mécanistes de la science du développement. Le développement apparaît plutôt comme une « chaîne causale » qui enchaîne le destinataire dans la consommation de tout et du futile. C'est une astuce de la science admise à laquelle répond celle des *sites*. A la lueur de l'expérience, c'est un énoncé qui s'est institué sur des bases sociales et scientifiques très minces. Comme les hommes ordinaires, les scientifiques vivent, aussi, dans des « mondes différents » de par leurs communautés scientifiques d'appartenance. Si certains parlent « hommes » d'autres répondent « instruments ». Le progrès de la science, en devenant purement « instrumental », selon T.S. Kuhn (1983, 1990), asseoit un ensemble de vérités toutes relatives qui freine l'émergence de nouveaux paradigmes. Il y a lieu de croire que les connaissances ne sont que des *croyances sociales rationalisées*.

Or, le « *code de traduction* » du développement économique par les autres conceptions du monde est une énigme à lever. Elle ne peut l'être qu'avec un dépassement de l'outillage conceptuel conventionnel, en gardant à l'esprit que la validité d'une théorie dépend de ce qu'elle nous fait voir, et ce qu'elle nous fait voir dépend des croyances toutes relatives de la communauté scientifique d'où elle émane. C'est ce cercle vicieux qu'il faut rompre pour briser celui de la pauvreté par des procédures concrètes et appropriées.

Références bibliographiques

- Abdelkhah Fariba (1994), « L'imaginaire économique en République islamique d'Iran » in Jean-François Bayart dir., *Réinvention du capitalisme*, p. 117-144, Karthala, Paris.
- Akerlof G. (1970), « The market for Lemons : Quality Uncertainty and the market Mechanism », *Quarterly Journal of Economics*, 84, p. 488-500.
- Akerlof G. (1976), « The Economics of Caste and of the Rat Race and Other Woeful Tales », *Quarterly Journal of Economics*, 90, 4, p. 599-617.
- Bayart Jean-François dir. (1994), *la Réinvention du capitalisme*, Karthala, Paris.
- Bernoux P. (1985), *la Sociologie des organisations*, Seuil, collection "Points", Paris.
- Boltanski L. et Thevenot L. (1991), *De la justification. Les économies de la grandeur*, Gallimard, coll. "Essais", Paris.
- Boltanski L. (1994), « Agir en commun », *Sciences humaines*, n° 5, hors série, mai-juin, Paris.
- Braudel F. (1985), *la Dynamique du capitalisme*, Arthaud, Paris.
- Brenot J. et Tuvée L. (1996), *le Changement dans les organisations.*, PUF, collection "Que sais-je ?", Paris
- Calabre Serge dir. (1995), *Matières premières, marchés mondiaux. Déséquilibres et organisations*, Economica, Paris.
- Calabre Serge (1997), *Filières nationales et marchés mondiaux de matières premières*, Economica, Paris.
- Castoriadis C. (1975), *l'Institution imaginaire de la société*, Seuil, Paris.
- Castoriadis C. (1986), *Domaines de l'Homme*, Seuil, Paris.
- Chouraqui A. (1998), « Il faut apprendre à dépasser le mesurable et le chiffrable », *le Monde de l'économie*, mardi 3 novembre, page II.
- Coulon A. (1987), *l'Ethno-méthodologie*, PUF, collection "Que sais-je ?", Paris.
- Crozier M. (1994), *l'Entreprise à l'écoute. Apprendre le management post-industriel*, Seuil, collection "Points", Paris.
- Delaune Florence (1998), *Entreprises familiales chinoises en Malaisie*, Septentrion, Lille.
- Dia Mamadou (1996), *Africa's Management in the 1990s and Beyond. Reconciling Indigenous and Transplanted Institutions*, World Bank, Washington, D.C.
- D'Iribarne P. (1993), *la Logique de l'Honneur. Gestion des entreprises et traditions nationales*, Seuil, collection "Points", Paris.
- Dosse F. (1997), *l'Empire du sens. L'humanisation des sciences humaines*, La Découverte, Paris.
- Friedberg E. (1993), *le Pouvoir et la règle : dynamique de l'action organisée*, Seuil, Paris.

- Gauthey F. et Xardel D. (1993), *le Management interculturel*, PUF, Que Sais-je ? Paris.
- Geschière Petre 1994, « Parenté et argent dans une société lignagière », in J.F. Bayard, *la Réinvention du capitalisme*, p. 87-113.
- Gleick J. (1989), *la Théorie du chaos. Vers une nouvelle science*, Albin Michel, Paris.
- Hall Edward T. (1984), *la Danse de la vie*, Seuil, Paris.
- Hall Edward T. (1971), *la dimension cachée*, Seuil, collection "Points", Paris.
- Hayek F.A. (1953), *Scientisme et sciences sociales.*, Plon, collection "Agora", Paris
- Hayek F.A. (1994), *la Constitution de la liberté*, éditions Litec, Paris.
- Holton Gérard (1984), *l'Imagination scientifique*, Gallimard, Paris.
- Hugon Philippe (1993), *l'Economie de l'Afrique*, La Découverte, collection "Repères", Paris.
- Kuhn Thomas S. (1983), *la Structure des révolutions scientifiques*, Flammarion, Paris.
- Kuhn Thomas S. (1990), *la Tension essentielle. Tradition et changement dans les sciences*, Gallimard, Paris.
- Laleye Issiaka-Prosper, Panhuys Henry, Verhelst Thierry, Zaoual Hassan dir. (1996), *Organisations économiques et cultures africaines. De l'homo-œconomicus à l'homo-situs*, L'Harmattan, Paris.
- Latouche S. (1986), *Faut-il refuser le développement ?* PUF, collection "Economie en liberté", Paris.
- Lelart Michel dir. (1990), *la Tontine : pratique informelle d'épargne et de crédit dans les pays en voie de développement*, Editions John Libbey Text, collection "Université francophone".
- Le Moigne J.-L. (1990), *la Modélisation des systèmes complexes*, Dunod. Paris.
- Le Moigne J.-L. (1993), « L'apport de Herbert A. Simon aux sciences de la décision humaine », *Sciences humaines* n° 2, hors série, mai-juin.
- Le Moigne J.-L. et Orillard M. (1994), « Les sciences économiques et de gestion seront-elles pionnières d'une interdisciplinarité bien tempérée ? », *la Lettre de l'AFSE*, n° 21, janvier
- Mahieu F.R. (1990), *les Fondements de la crise économique en Afrique*, L'Harmattan, Paris.
- Martinet A. Ch. dir. (1990), *Epistémologie et sciences de gestion.*, Economica. Paris.
- Morin E. (1992), *Introduction à la pensée complexe*, ESF-Editeur, Paris.
- N'dione E.S. (1992), *le Don et le recours : ressorts de l'économie urbaine*, ENDA, Dakar, coll. "Recherches populaires" (publié aussi chez Karthala).
- Orléan A. (1997), « Jeux évolutionnistes et normes sociales », *Revue d'économie appliquée*, t. 1, n° 3, Paris.
- Popper Karl (1979), *la Société ouverte et ses ennemis*, Seuil, Paris.

- Putnam Hilary (1981), *Raison, vérité et histoire*, Les éditions de Minuit, Paris.
- Rist Gilbert (1996), *le Développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris.
- Rocca Jean-Louis (1994), « La "mise au travail" des Chinois », in J.F. Bayard dir., *la Réinvention du capitalisme*, Karthala, Paris.
- Rousselet Kathy (1994), « Russie : libéralisation économique et bricolage culturel » in J.F. Bayard, *Réinvention du capitalisme*, p. 203-226.
- Roy Olivier (1994), « Kolkhosiens et entrepreneurs », in J.F. Bayard, *la Réinvention du capitalisme*, Karthala, Paris.
- Thevenot L. (1998), « A l'épreuve des grands principes », *Sciences humaines*, n° 79, janvier, p. 20-23.
- Thevenot L. (1989), « Equilibre et rationalité dans un univers complexe », *Revue économique*, n° spécial sur *l'Economie des conventions*, n° 2, mars, PUF. Voir aussi l'ensemble des articles de ce numéro dans la mesure où il constitue l'acte fondateur de l'école française des conventions.
- Troelsch E. (1991), *Protestantisme et modernité*, Gallimard, Paris.
- Vallée Olivier, *les Entrepreneurs africains (rente, secteur privé et gouvernance)*, Syros/Alternatives, Paris.
- Weber Max (1992), *Essai sur la sociologie des religions 1*, Editions Die.
- Weiller Jean et Carrier Bruno, 1994, *l'Economie non conformiste en France au XX^e siècle*, PUF, collection "Economie en liberté", Paris.
- Williamson O.E. (1994), *les Institutions de l'économie*, InterEditions, Paris, Titre originel : *The economic institutions of capitalism*, The Free Press, Macmillan, Inc, New York, 1985.
- Zaoual H. (2000), « Le site et l'organisation en économie du développement », *Canadian journal of development studies*, Université d'Ottawa, Canada, n° 2, volume XXI, juin 2000, p. 295-321.
- Zaoual H. (1999), « The Maghreb experience : A Challenge to the Rational Myths of Economics », *Review of african political economy*, vol. 26, n° 82, p. 469-478.
- Zaoual H. (1998), « Le besoin de croire : une nouvelle énigme pour les sciences sociales du développement », revue *Cultures et développement Quid Pro Quo*, n° 33, octobre, Réseau Sud/Nord Cultures et Développement, Bruxelles.
- Zaoual H. (1998), « La mondialisation est-elle synonyme d'un modèle unique ? » in B. Kherdjemil dir., *Mondialisation et dynamique des territoires*, L'Harmattan, Paris.
- Zaoual H. (1998), « De l'homo-œconomicus à l'homo-situs », numéro spécial sur le thème ; « Pratiques de la dissidence économique. Réseaux rebelles et créativité sociales », *Nouveaux cahiers de l'Institut universitaire d'étude du développement*, juin, Genève.
- Zaoual H. dir. (1998), *la Socio-économie des territoires : expériences et théories*, L'Harmattan, Paris. Voir aussi H. Zaoual (1998), « La Nouvelle économie

- des territoires : une approche par les sites » (p. 27-90) in B. Kherdjemil, H. Panhuys et H. Zaoual dir., *Territoires et dynamiques économiques. Au-delà de la pensée unique*, L'Harmattan, Paris.
- Zaoual H. (1996), « Les sites, les dynamiques organisationnelles et les mondes possibles : une approche par les contextes », Communication à un colloque international organisé par la Faculté des sciences économiques et de gestion de Sfax (Tunisie) sur le thème « Contextes, systèmes de gestion et performance de l'entreprise ».
- Zaoual H. (1996), *Du rôle des croyances dans le développement économique*, Doctorat d'Etat en sciences économiques, Université de Lille 1.
- Zaoual H. (1995), « La Banque mondiale à la recherche des valeurs africaines », *Annales Marocaines d'Economie*, n° 12, été, Rabat.
- Zaoual H. (1994), « The economy and the symbolic sites of Africa », *International Journal of Intercultural and Transdisciplinary Research*, vol. XXVII, n° 1, Winter. L'ensemble du numéro (43 pages) est accordé à la démarche des sites appliquée à l'Afrique subsaharienne qui est ici rappelée. Voir aussi *The postdevelopment reader*, Compiled and introduced by Majid Rahnema with Victoria Bawtree (1997), Zed Books, London New Jersey, p. 22-30.
- Zaoual H. (1992), « Inertie du formel et vitalité de l'informel en économie du développement » in *Economie populaire et phénomènes informels au Zaïre et en Afrique*, colloque de l'Université libre de Bruxelles, Actes publiés dans *les Cahiers du CEDAF-ASDOC* n° 3-4, p. 263, p. 277, Centre d'Etude et de Documentation Africaines, Bruxelles.
- Zaoual H. (1990), « The Economic System of Soussi », *The European Journal of Development Research*, vol. II, n° 1, Social and Political Sciences Department, Free School Lane, Cambridge England, June. Voir aussi d'autres cas empiriques sur le Maghreb (Zaoual H., 1992) : « Endogenous Cultures and Modernity in Maghreb », *Inter culture, International Journal of Intercultural and Transdisciplinary Research*, vol. XXV, n° 4, issue n° 117, p. 2 and 14, Montréal, Canada Fall (version en français dans la même revue). Numéro coordonné par Etienne Leroy.
- Zilong Jiang, 1989, « Le journal d'un secrétaire d'usine », in *les Meilleures œuvres chinoises 1949-1989*, Editions de la littérature chinoise, Pékin.